



Union interfédérale des agents de la Fonction Publique FO

46, rue des petites écuries 75010 PARIS

[contact@fo-fonctionnaires.fr](mailto:contact@fo-fonctionnaires.fr) // 01-44-83-65-55

## Fonctionnaires et agents publics Tous en grève le 10 octobre 2017

Baisse continue du pouvoir d'achat, remise en cause du statut général des fonctionnaires, dégradation des conditions de travail, stigmatisation des fonctionnaires, quatre raisons majeures de faire grève et de préparer la riposte pour faire reculer le Gouvernement.

**Pouvoir d'achat :** Le 17 avril 2017, dans une lettre ouverte aux agents de la Fonction publique, le candidat à l'élection présidentielle Emmanuel Macron écrivait : *« j'introduirai davantage de rémunérations au mérite... plutôt que des mesures générales qui s'appliquent à tous de la même manière »*. **Résultat : GEL de la valeur du point d'indice pour 2018.**

Il indiquait également *« j'augmenterai votre pouvoir d'achat, comme celui des salariés des entreprises : vous paierez moins de cotisations et votre salaire net sera augmenté d'autant »*.

**FAUX !**

Ce tour de passe-passe lié à l'augmentation de la CSG n'était qu'un leurre : les fonctionnaires verront au mieux l'augmentation de la CSG totalement compensée, au pire seulement partiellement.

### Statut général des fonctionnaires :

- **Décorrélation de la valeur du point d'indice** suivant les versants de la Fonction publique, suppressions des soi-disant obstacles statutaires, recrutement par contrat, système de retraite universel, autant d'annonces mettant clairement en péril le statut général des fonctionnaires et le code des pensions civiles et militaires.

### Dégradation des conditions de travail :

- **Les 120 000 suppressions de postes** sur le quinquennat et la suppression massive des contrats aidés vont entraîner de nouvelles surcharges de travail, avec les risques psychosociaux qui en découlent et dégrader davantage le service rendu à l'utilisateur.

### Stigmatisation des fonctionnaires :

- La réinstauration du **jour de carence** en cas d'arrêt maladie va renforcer le mal-être des agents au travail. Il va créer une inégalité supplémentaire entre les agents publics et les salariés du privé (couverts à 70 % par des accords collectifs). Il va également contribuer à paupériser un peu plus les agents publics.

**FO Fonction publique** rappelle son rejet d'une vision de l'avenir de la Fonction publique et de ses services se réduisant au dogme permanent de la réduction de la dépense publique. A cela, elle oppose ses revendications :

- Défense du statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers,
- Augmentation immédiate de 16% de la valeur du point d'indice pour compenser la perte de pouvoir d'achat depuis 2000.
- Non à l'augmentation de la CSG et pour le financement de la protection sociale par les cotisations
- Arrêt des suppressions de postes et titularisation des non-titulaires et des contrats-aidés
- Non au jour de carence
- Amélioration des carrières
- Préservation du Code des pensions civiles et militaires (CPCM) et de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL)

**Pour défendre la Fonction publique, nos statuts, les garanties collectives, notre pouvoir d'achat et nos retraites :**

**Tous en grève et en manifestations**

**Le 10 octobre 2017**

